



Action nationale du 24/11 – chronologie

19/11 : préparation du CTREA. A cette occasion, le SNETAP-FSU Bretagne a invité les organisations syndicales qui, en région, sont représentatives des personnels à une réunion pour faire le bilan de la première année de mandat. Autour de la table, étaient réunis le SNETAP-FSU, Sud Rural et Territoire, Force Ouvrière et le SGEN-CFDT. En intersyndicale nous avons travaillé à une déclaration commune au CTREA concernant l'évolution de la carte des formations, dénonçant le fait que, dans certains EPL, les équipes n'étaient pas considérés comme des partenaires légitimes et demandant une audience au DRAAF avant le CREA du 27/11. Vous trouverez le texte de la déclaration en fichier-joint. A plusieurs reprises, nous avons proposé au SGEN de rejoindre l'intersyndicale Sud/FO/SNETAP pour interpeller, dans le cadre de l'action nationale du 24/11, les candidats aux régionales : sans réponse de la part du SGEN. Avec FO et Sud, nous avons décidé d'un envoi de courrier aux principaux candidats aux élections régionales.

19/11 : le DRAAF nous a accordé une audience en intersyndicale, après le CTREA. Alors que les équipes des EPL s'étonnent que des projets d'évolution de la carte des formations, porté par les équipes, n'apparaissent pas dans les proposition d'évolution et interrogent le DRAAF sur les critères d'éligibilité des projets proposés, monsieur De Guénin développe une explication qui lie la crise de l'agriculture, l'évolution nécessaire de ce qui était considéré jusqu'à présent comme le cœur de métier. Il évoque les moyens constants pour l'Enseignement Agricole et la nécessité d'optimiser les formations, notamment pour préserver le maillage territorial, sans mettre les établissements et les familles de l'Enseignement Agricole en concurrence. Pour le DRAAF, il s'agit de maintenir tous les établissements du public (il n'est pas question de fusion), de les rendre attractifs mais à moyens constants. Il a mentionné le courrier envoyé aux directeurs d'EPL, début de l'été dernier, dans lequel il a formalisé la méthode, insistant sur la nécessaire concertation dans les EPL entre les équipes. Nous avons insisté sur le rôle que devait jouer le SRFD : venir en appui, par les éléments de prospective qu'il peut apporter, aux équipes pour la définition d'une telle évolution de la carte des formations.

Le 20/11 : après l'audience et en actant des arguments du DRAAF, le SNETAP a pris l'initiative d'inviter les 4 OS pour poursuivre le travail en intersyndicale en exigeant, pour le CREA du 27/11, une modification de l'ordre du jour et en intégrant un point sur le Projet régional de l'Enseignement Agricole. Proposition formulée et transmise le 20/11 pour réponse avant le 24/11. Proposition acceptée par FO et Sud ; aucune réponse (silence radio) du SGEN.

23/11 : interpellation, au titre de l'intersyndicale, des candidats aux régionales : Le Drian (PS), Le Fur (les républicains), René Louail (EELV les Verts) et Xavier Compain (Front de Gauche). Réponses, dès le 24/11, de l'équipe de Le Drian que nous avons rencontrée le 26/11, et de Xavier Compain (rendez-vous à fixer). EELV-Les Verts a reçu notre courrier et nous répondra.

26/11 : Engagements du PS sur la réécriture du PREA que nous demandons, sur la vigilance à exercer quant à la définition des seuils, notamment pour le privé, sur les moyens, en termes de DGH (notamment le SCA) attribués au privé temps plein, sur une gestion plus pragmatique et humaine des personnels ATE relevant de la région et, enfin, sur la montée en puissance de la compétence ingénierie de formation des CFA-CFPPA.

27/11 : réponse de la DRAAF au sujet de notre modification de l'ordre du jour : le point n'a pas été ajouté à l'ordre du jour, mais un CREA en février 2016 portera tout spécialement sur le PREA, son bilan et, sur notre insistance, sa réécriture.